



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°13- du 1er au 7 avril 2022

En bref

- La mesure de plafonnement des dépôts de ressortissants russes à hauteur de 50 000 livres sur des comptes bancaires britanniques ne serait pas opérationnalisable, selon [plusieurs sources](#) de l'industrie bancaire citées par Reuters qui en questionnent aussi la légalité.

- Le Gouvernement réfléchirait à la possibilité de conserver, en les adaptant, des programmes de prêts garantis aux entreprises qui avaient été lancés en réponse à la

LE CHIFFRE À RETENIR

14,7%

La plus forte baisse du nombre d'immatriculations de véhicules en mars, depuis 1998.

crise pandémique. Selon le [FT](#), le Ministère de l'Économie (BEIS) discuterait actuellement de ce projet avec les banques britanniques. L'objectif serait de se concentrer sur le soutien à la croissance et non plus d'aider les entreprises en difficulté comme lors de la pandémie.

Fait marquant : Le Royaume-Uni précise ses ambitions et sa stratégie pour la régulation et le développement des crypto-actifs.

Dans un discours à l'occasion de la Fintech week, le Secrétaire d'Etat en charge du secteur financier au sein du Trésor britannique John Glen a annoncé « l'ouverture du Royaume-Uni aux activités financières crypto ». Une consultation publique sera lancée cette année par le Trésor sur un cadre général de réglementation des crypto-actifs. Par ailleurs, la réglementation sur les moyens de paiements sera amendée pour inclure les monnaies digitales privées (*stablecoins*). La *Financial Conduct Authority* (FCA), qui est déjà compétente vis-à-vis de ces acteurs pour les aspects antiblanchiment, deviendra l'autorité de supervision principale, aux côtés de la *Prudential Regulation Authority* (PRA) en cas d'enjeux systémiques.

Par ailleurs, le Secrétaire a annoncé la création d'un *Cryptoasset Engagement Group* pour travailler plus étroitement avec le secteur, présidé par lui-même et composé de représentants du HMT, des régulateurs et de l'industrie pour conseiller le gouvernement sur les crypto-actifs. Les travaux à venir porteront notamment sur la compétitivité du système fiscal britannique pour encourager le développement du marché des crypto-actifs, notamment le traitement fiscal des prêts DeFi (ie des prêts crypto reposant sur la technologie *blockchain*), avec en parallèle une attention portée aux facteurs dissuasifs pour les gestionnaires de fonds britanniques qui incluent les instruments crypto dans leurs portefeuilles.

En outre, le Royaume-Uni a l'intention de créer une *sandbox* pour les marchés financiers afin de permettre aux entreprises d'expérimenter et d'explorer les avantages potentiels de l'utilisation des technologies de registre distribué (*Distributed Ledger Technology* (DLT)), dans l'optique de synchroniser et de partager les données de manière efficace et transparente sur le marché de l'émission de dette.

Enfin, pour illustrer son ouverture au secteur des crypto-actifs, le gouvernement va travailler avec la Royal Mint (agence qui frappe la

monnaie britannique) sur un jeton non fongible (NFT) cet été, à destination des collectionneurs notamment. La forme ou même les caractéristiques de ce produit n'ont cependant pas été précisées.

Actualité macro-économique

Malgré le fort rebond de la demande des consommateurs observé en mars, l'optimisme des entreprises de service est à son plus bas depuis 17 mois – L'activité des entreprises de service connaît sa plus forte croissance mensuelle depuis 10 mois. L'indice [PMI](#) de l'activité dans le secteur tertiaire augmente de 60,5 en février à 62,6 en mars grâce à la levée des restrictions sanitaires et le retour en présentiel des salariés. Néanmoins, l'optimisme des entreprises de service chute pour le second mois consécutif, atteignant son plus bas depuis octobre 2020. La guerre en Ukraine et l'incertitude économique conséquente semblent constituer les principales raisons de cet assombrissement des perspectives.

Actualité commerce & investissement

La Trade Remedies Authority (TRA), chargée de la défense commerciale au Royaume-Uni, examine les contingents tarifaires sur les importations d'acier et d'aluminium – Au vu des sanctions imposées à l'égard de la Russie et la Biélorussie, la TRA envisage de réattribuer les quotas alloués à la Russie et la Biélorussie afin de prévenir une éventuelle pénurie des produits sidérurgiques au

Royaume-Uni. Pour rappel, le Royaume-Uni a imposé un tarif supplémentaire de 35% pour divers produits, incluant les produits sidérurgiques. Au surplus, le gouvernement britannique a annoncé cette semaine vouloir interdire les importations de produits sidérurgiques depuis la Russie et la Biélorussie. Côté européen, l'UE avait déjà imposé une interdiction d'importation dès la mi-mars.

Un rapport parlementaire préconise l'instauration d'un mécanisme britannique d'ajustement carbone aux frontières (MACF) – Selon le [rapport](#), le risque de fuites de carbone pourrait entraîner une augmentation des émissions mondiales, dans la mesure où la politique Net Zero vise uniquement les émissions générées par la production, et omet donc les émissions générées par la consommation britannique (dont 43% proviennent des importations). Bien que le gouvernement se soit toujours montré favorable à une approche multilatérale/plurilatérale, les parlementaires exhortent le gouvernement à se saisir de la question de manière unilatérale dès à présent en raison de la lenteur du processus de négociations multipartites. En complément, le rapport mentionne les potentielles implications d'une mise en œuvre d'un MACF au niveau européen sur l'Irlande du Nord puisque les producteurs d'électricité y sont soumis au système d'échange de quotas d'émission européen. A ce titre, l'Irlande du Nord pourrait potentiellement rentrer dans le champ d'application du MACF européen. Le rapport préconise également des travaux

exploratoires dès à présent sur un couplage des marchés carbone britannique et européen qui exempterait les producteurs britanniques du MACF européen, simplifiant ainsi le processus administratif.

Lors de la *Nor-Shipping Conférence* à Oslo, la ministre britannique au commerce Anne-Marie Trevelyan promeut la transition énergétique en vue de mettre fin à la dépendance énergétique russe – Dans le contexte de l’invasion russe en Ukraine, la ministre a rappelé que la coordination et la fermeté des sanctions étaient essentielles afin de priver le régime russe de toutes ressources financières. La ministre a alors souligné l’importance des relations entre le Royaume-Uni et la Norvège, notamment par le biais de ses liens énergétiques : un tiers des importations britanniques de gaz sont originaires de Norvège. Elle a également fait mention du développement des énergies renouvelables et de la mise en service d’une interconnexion électrique entre les deux pays, essentiels pour contrer l’intermittence des sources renouvelables. S’agissant du commerce maritime, la ministre a déclaré que le Royaume-Uni avait pour ambition de créer le réseau maritime « le plus propre et vert du monde » rappelant la récente annonce de création d’un *Shipping Office for Reducing Emissions*, doté de 200M£.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

Victoria Cleland, directrice exécutive pour les services bancaires, les paiements et l'innovation à la Banque d'Angleterre a présenté le futur de la régulation des systèmes de paiements – Un processus est en cours pour renouveler l’infrastructure de paiement à règlement brut en temps réel (RTGS) afin d’offrir une plateforme plus fonctionnelle pour le règlement numérique en monnaie de banque centrale pour les paiements interbancaires. En cohérence avec les récentes annonces de J.Glen à la FintechWeek (cf. fait marquant supra), le RTGS pourra s’interfacer avec des systèmes basés sur la technologie de registre distribué (DLT). Cette nouvelle plateforme centrale de règlement sera lancée au printemps 2024. Lors des prochaines semaines, la BoE consultera le secteur sur des propositions d’évolutions au-delà de 2024. En outre, la BoE et le Trésor britannique mèneront une nouvelle consultation dans le courant de l’année sur l’évaluation des arguments en faveur d’une Monnaie Banque Centrale Numérique (CBDC) de détail – la dimension *wholesale* étant traitée par les mises à jour du RTGS.

Les régulateurs britanniques vont lancer un examen de la plateforme d’échange de matières premières London Metal Exchange (LME) – Cette enquête menée par la FCA, BoE et PRA fait suite à la flambée des prix sans précédent qui a entraîné une suspension de huit jours des échanges sur le LME. La bourse a alors été contrainte de geler les contrats de nickel et d’annuler une journée de transactions le 8 mars. Cette revue portera sur le comportement de tous les participants au marché, y compris ceux qui ont des positions longues dont notamment les banques d’investissements. La Banque d’Angleterre va procéder à un examen similaire de LME Clear, la chambre de compensation de la bourse qui gère le

risque de contrepartie. La PRA, qui est responsable des banques et des institutions qui négocient sur le LME, va s'intéresser aux entreprises qui détenaient des positions importantes sur le métal au moment du choc.

TheCityUK, association professionnelle représentant les services financiers basés au Royaume-Uni, met en évidence les dynamiques d'évolution de la [finance verte](#) depuis 2012 – Au niveau britannique, les *green bonds* ont connu une forte croissance depuis 2012, passant de 1Md\$ à 37,4Mds\$ en 2021, en notant une forte augmentation entre 2020 et 2021 (+34Mds\$). En outre, la capitalisation de marché d'entreprises dont les activités sont au moins à 40% «soutenables» a fortement cru, augmentant de 1,5Md\$ en 2012 à près de 9Mds\$ en 2021. Le secteur ayant la plus haute capitalisation est celui de l'hydrogène (3,2Mds\$). Cependant, le rapport souligne que le nombre d'entrées en bourse d'entreprises «vertes» est faible, le pic ayant été atteint en 2013 avant de diminuer fortement, avec seulement 2 entrées en 2021 pour une faible valorisation. C'est également le cas pour le secteur du *Private Equity* qui a vu ses investissements dans ce type d'entreprises atteindre un pic en 2012 et 2013 avant de grandement réduire ces investissements (0 transaction en 2021 et 1 seule en 2020).

2 Banques et assurances

Le régulateur des banques publie un [Discussion Paper](#) sur l'utilisation des Actifs de Haute Qualité (HQLA) en cas de stress sur la liquidité – La BoE et la PRA s'inquiètent depuis un certain nombre d'années de la réticence des banques à mobiliser leurs actifs dits HQLA, pourtant calibrés pour

améliorer la résilience des établissements en période de contraintes inhabituelles sur la liquidité. En particulier, lors de la crise COVID-19, un certain nombre de banques au Royaume-Uni et à l'étranger ont pris des mesures défensives pour protéger et renforcer leurs positions de liquidité, potentiellement en raison d'inquiétudes sur la réaction des superviseurs et le stigma de marché susceptible d'être associé à un ratio de liquidité temporairement inférieur à 100%. Les réponses des banques à ce *discussion paper* seront utilisées pour alimenter la contribution de la PRA et de la BoE aux travaux en cours du Comité de Bâle sur l'évaluation des réformes de Bâle III.

Les pratiques bancaires de marketing sur les cartes de crédit et les taux pratiqués inquiètent l'association de consommateur [MoneySavingExpert](#) – Selon les règles actuelles, seuls 51 % des demandeurs acceptés par un fournisseur de crédit doivent se voir proposer le taux d'intérêt présenté initialement (notamment dans une communication publicitaire), ce qui signifie que 49 % des emprunteurs pourraient se voir appliquer un taux plus élevé. Dans la mesure où le taux effectif n'est pas révélé avant la fin du processus de demande et d'octroi du crédit, les emprunteurs peuvent potentiellement faire face à un fait imposé et être confrontés à des frais les mettant dans des situations difficiles. A la suite de leur rapport mettant en relief ces pratiques, l'association a demandé une enquête aux autorités de régulation. Le Trésor a indiqué qu'il allait travailler avec la FCA afin de mener cet examen.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres

Rédacteurs :

Quentin Bon, Carole Lebreton et Sophia Milliaud

Revu par Thomas Ernoult

Pour s'abonner :

londres@dgtresor.gouv.fr